



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/79  
18 mars 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-troisième session  
Point 5 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS  
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION  
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE  
DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT  
DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DE CES DROITS

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates, organisation  
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[17 mars 1997]

Allégement de la dette subordonné au lancement  
de programmes de micro-crédit

1. Human Rights Advocates engage la Commission des droits de l'homme à adopter une résolution portant création d'un groupe de travail appelé à étudier les possibilités d'accorder un allégement de la dette subordonné au lancement de programmes de micro-crédit. La Commission est saisie au titre du point 5 de son ordre du jour d'un rapport du Secrétaire général sur l'allégement de la dette (E/CN.4/1997/17). Dans ce rapport, il est question d'une réunion entre le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Président de la Banque mondiale durant laquelle les deux parties ont reconnu que leur objectif commun était le bien-être de l'homme et que ce bien-être dépendait de la jouissance à la fois des droits économiques et sociaux et des droits civils et politiques.
2. Le Haut Commissaire et le Président de la Banque mondiale se sont engagés à mettre en place un mécanisme de coopération et ont déclaré que des mesures concrètes devraient être prises. Nous recommandons que l'une de ces mesures consiste à accorder un allégement de la dette subordonné au lancement de programmes de micro-crédit. Les intérêts annulés seraient directement affectés à ces programmes.
3. Les programmes de micro-crédit se sont révélés très efficaces. Ils visent essentiellement à permettre aux pauvres, en particulier aux femmes, d'obtenir des prêts. Le fait est que lorsqu'au lieu d'apporter une aide à fonds perdus aux pauvres, on leur donne les moyens de se prendre en charge, ils remboursent leur dette avec intérêt. Tout ce dont ils ont besoin c'est qu'on leur donne une chance. Les taux d'impayés sont inférieurs à 4 %. Certains grands penseurs de ce monde ont compris que la reconnaissance des droits économiques et sociaux passait par l'octroi de micro-crédit. A cet égard, le principe du micro-crédit a été vigoureusement défendu lors du Forum sur l'état du monde organisé sous les auspices de la Fondation Gorbatchev. En outre, plus de 2 000 personnes originaires de toutes les régions du monde ont participé au Sommet sur le micro-crédit de Washington, durant lequel d'importantes institutions financières comme la Citybank, des dirigeants nationaux, des responsables de la Banque mondiale et Mme Hillary Clinton se sont tous engagés à appuyer le programme de micro-crédit pour que les 100 millions de familles les plus pauvres de la terre aient accès aux prêts.
4. Mais ces engagements, à l'instar de celui qu'ont pris le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Président de la Banque mondiale doivent être suivis de mesures concrètes. Il faut mobiliser des ressources financières. L'allégement de la dette constitue à cet égard une excellente source de financement. Des versements directs sur le compte des programmes de micro-crédit garantissent l'acheminement effectif des fonds aux populations pauvres qui en ont besoin. En outre, l'exemple des programmes de micro-crédit qui ont réussi montre que ce type de programme n'a besoin que d'un fonds de roulement initial, les paiements d'intérêts effectués au titre des prêts lui permettant de s'autofinancer par la suite. L'allégement de la dette donne ainsi naissance à une entreprise commerciale plutôt qu'à un autre programme d'aide dépendant de contributions futures.

La formule consistant à subordonner l'allégement de la dette au lancement de programmes de micro-crédit permet de dépasser la querelle traditionnelle entre le Nord et le Sud au sujet de l'allégement de la dette. Nous espérons que la Commission sera favorable à la création d'un groupe de travail pour l'examen de la question.

-----